



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

renégociation des accords du Touquet

Question au Gouvernement n° 220

Texte de la question

RENÉGOCIATION DES ACCORDS DU TOUQUET

M. le président. La parole est à M. Christophe Blanchet, pour le groupe La République en marche.

M. Christophe Blanchet. J'associe à ma question au ministre d'État, ministre de l'intérieur, ma collègue Alexandra Valetta Ardisson. Il y a quelques jours, la presse nationale a relaté une triste réalité, connue et vécue par les habitants de ma circonscription du Calvados, celle du sort de nombreux migrants, souvent mineurs, venus du Darfour et d'ailleurs. Ils vivent dans des abris de fortune, dans les bois et dans la rue, à même le sol. Ils refusent, dans leur grande majorité, les hébergements et les accompagnements proposés par les services du département.

Depuis plusieurs mois, ils tentent quotidiennement de rejoindre la commune de Ouistreham afin de prendre le ferry pour l'Angleterre. Dans leurs yeux, on lit la détresse et la peur. Ils fuient la misère ou la guerre, portent les espoirs de leur famille et ont tourné le dos à une vie qu'ils ne supportent plus. Leur retour au pays n'est pas envisageable, car il leur serait fatal.

Pour eux, l'Angleterre est une promesse d'un avenir meilleur, mais elle leur offrira aussi de nombreuses désillusions. C'est pourtant leur rêve. Leur détermination à effectuer cette dernière traversée est forte et inébranlable. Mais les incidents se succèdent dans nos communes, créant incompréhensions, malentendus, divisions et polémiques auprès d'habitants inquiets que nous devons entendre. Les services de l'État, les associations et des citoyens engagés font un travail remarquable pour gérer au mieux cette situation. Hélas ! ils sont débordés face à un flux qui croît inexorablement.

Monsieur le ministre, nous savons tous qu'il n'y a pas de solution miracle, mais nous devons agir. Face à la situation que connaît la Normandie, pouvez-vous nous garantir que les mesures nécessaires sont prises avec des moyens à la hauteur des besoins ?

Dans le contexte du *Brexit*, n'est-il pas temps de renégocier les accords du Touquet, afin de permettre à ces populations de tenter leur chance comme elles le souhaitent en Angleterre ? (Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)

M. Pierre-Henri Dumont. Ce n'est absolument pas le sujet !

M. Christophe Blanchet. Monsieur le ministre, nous ne pourrons pas éternellement retenir ceux qui font tant pour quitter leur pays et le nôtre. En Normandie, nos plages et nos ports, qui ont connu jadis le débarquement, ne doivent plus connaître la tragédie. Ils doivent être porteurs d'espoir et d'une vie meilleure. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM, GDR et FI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, oui, vous avez raison, la présence en Normandie d'un lien avec l'Angleterre *via* Ouistreham y engendre la présence de nombreux migrants. En l'espace de quelques mois, le nombre de ceux-ci a doublé. C'est pour nous une situation préoccupante. Nous essayons de faire en sorte de maintenir le calme et une certaine sérénité.

Vous n'êtes peut-être pas allé dans le détail, mais, parmi ces migrants, il y a des personnes originaires du Soudan du Sud et d'autres du Soudan du Nord, et les deux communautés se livrent un affrontement assez grave. Pour essayer de maintenir le calme à Ouistreham, nous avons augmenté les forces de l'ordre de 30 %.

M. Pierre Cordier. On ne vous demande pas d'essayer !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. Nous nous sommes appuyés quotidiennement sur des équipes de réservistes et sur les militaires de l'opération Sentinelle, qui interviennent ponctuellement dans la zone dans une logique dissuasive. Enfin, depuis le 30 septembre, un peloton de gendarmes mobiles assiste, quand cela est nécessaire, les équipes départementales.

M. Sébastien Chenu. On en est encore là !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. Mais il faut faire passer un message : l'Afrique doit se développer, car elle est le lieu où nous devons essayer de faire en sorte que ces personnes vivent. Elles ne trouveront le bonheur ni en Angleterre, ni en Europe. Il faut que nous les aidions à vivre sur leur continent et à bien y vivre !
(*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM. - Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Données clés

Auteur : [M. Christophe Blanchet](#)

Circonscription : Calvados (4^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 220

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 octobre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 octobre 2017](#)